



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE

LE 18^E SOMMET DES BRICS : CE QUI SE JOUE VRAIMENT À NEW DELHI

Olivier Da Lage / Chercheur associé, IRIS

Septembre 2026



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



Olivier Da Lage / Chercheur associé, IRIS

Olivier Da Lage est chercheur associé à l'IRIS, spécialiste de l'Inde et de la péninsule arabique.

Lauréat de l'Institut politique de Paris et diplômé du Centre de formation des journalistes, Olivier Da Lage a débuté sa vie professionnelle en tant que correspondant dans le Golfe, basé à Bahreïn, avant de rejoindre Radio France internationale (RFI) à son retour en France. C'est à RFI qu'il a passé l'essentiel de sa carrière de journaliste où il exerçait ces dernières années la fonction de rédacteur en chef du week-end.



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE

Par son poids économique, démographique et la persistance d'une multitude de défis politiques, stratégiques et sécuritaires, l'Asie-Pacifique fait l'objet de toutes les attentions. Le programme Asie-Pacifique de l'IRIS et son réseau de chercheurs reconnu à l'échelle nationale et internationale se donnent pour objectif de décrypter les grandes dynamiques régionales, tout en analysant de manière précise les différents pays qui la composent et les enjeux auxquels ils sont confrontés.

Les champs d'intervention de ce programme sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

Ce programme est dirigé par **Marianne Peron-Doise**, directrice de recherche à l'IRIS, et **Emmanue Lincot**, directeur de recherche à l'IRIS et professeur à l'Institut catholique de Paris.

iris-france.org



@InstitutIRIS



@InstitutIRIS



institut_iris



IRIS



IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

Moins de deux semaines après l'Organisation de coopération de Shanghai (OSC), ce sont les membres des BRICS élargies qui se réunissent à New Delhi les 12 et 13 septembre pour le 18^e sommet du groupement de pays émergents créé en 2006. Après 2012, 2016 et 2021, c'est le quatrième que préside l'Inde et vraisemblablement le dernier avant au moins une dizaine d'années, compte tenu de l'élargissement du groupe décidé en 2023 qui compte désormais onze membres à part entière et dix membres associés¹.

Jusqu'à récemment, les citoyens indiens pouvaient être excusés d'ignorer que leur pays exerçait la présidence tournante des BRICS en 2026, contrairement à 2023, lorsque New Delhi présidait le G20 et que les slogans, et logos de la présidence indienne, de même que le portrait du Premier ministre Narendra Modi étaient omniprésents sur les murs et panneaux publicitaires du pays. Depuis le début de l'année, c'est à peine si la presse indienne mentionnait les BRICS, sans même parler de la présidence indienne du sommet du moins jusqu'au mois de mai.

Les 14 et 15 mai derniers, au plus fort de la guerre d'Iran, déclenchée le 28 février par les États-Unis et Israël, les ministres des Affaires étrangères se sont réunis à New Delhi pour préparer le sommet et se sont séparés sans être parvenus à s'entendre sur un texte commun, contrairement aux années précédentes. L'antagonisme entre les chefs de la diplomatie de l'Iran et des Émirats arabes unis était trop vif pour avoir la moindre chance d'atteindre un consensus. De surcroît, l'Inde s'opposait à toute formulation condamnant explicitement Israël. Le document de la présidence, se substituant à un communiqué commun, a contourné la difficulté en évoquant les positions exprimées lors de la réunion et les réserves qu'elles ont suscitées sans attribuer nommément les positions et réserves en question. La première question qui se pose à ce sommet est de savoir si les chefs d'État et de gouvernement présents arriveront à surmonter leurs divergences pour s'accorder sur un texte.

Comme c'est généralement le cas dans les sommets internationaux, il y a l'ordre du jour officiel et ce qui se passe réellement dans les réunions plénières ainsi que lors des rencontres bilatérales en marge du sommet proprement dit.

¹ Membres à part entière : Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud, Égypte, Éthiopie, Iran, Émirats arabes unis, Indonésie. L'Arabie saoudite, officiellement invitée à les rejoindre, n'a pas confirmé son appartenance et selon les sources, est parfois comptée comme faisant partie de cette liste. Pays partenaires : Bélarus, Bolivie, Cuba, Kazakhstan, Malaisie, Nigeria, Thaïlande, Ouganda, Ouzbékistan, Vietnam.

La présidence indienne a concocté un agenda qui se veut à la fois pratique et inclusif, comme cela avait été le cas pour le sommet du G20 en 2023 ou celui sur l'intelligence artificielle en février dernier.

« L'HUMAIN D'ABORD »

Sous ce slogan on ne peut plus inclusif, le thème directeur du sommet est : « Construire ensemble la résilience, l'innovation, la coopération et la durabilité ». La résilience fait explicitement référence à celle des chaînes d'approvisionnement et de l'énergie, sérieusement éprouvée par la guerre dans le Golfe et la quasi-fermeture du détroit d'Ormuz dont l'Inde, qui subit comme d'autres pays, mais davantage, de plein fouet les conséquences depuis le mois de mars. L'innovation numérique et entrepreneuriale et la finance du développement, ainsi que l'action climatique et la finance verte sont également au programme de ce sommet. Il y sera également question d'une poursuite de l'élargissement et de l'examen des candidatures en attente. L'Inde, c'est le moins que l'on puisse dire, ne pousse pas en ce sens. Elle n'avait soutenu le précédent que du bout des lèvres.

Mais le point sur lequel les BRICS sont attendus, au premier chef, est le projet de mettre en œuvre un système de paiements transfrontaliers permettant de s'affranchir, du moins partiellement, du dollar. Il n'est pour l'heure plus question de monnaie commune, le projet, fortement soutenu à l'origine par la Russie, ayant été de fait écarté l'an dernier sous la présidence brésilienne. L'Inde, en tout état de cause, s'est publiquement défendue de soutenir la dédollarisation, propre à déclencher de vigoureuses représailles américaines (en novembre 2024, Donald Trump évoquait des tarifs douaniers de 100 %). Mais surtout, il est hors de question pour New Delhi d'échanger sa dépendance au dollar américain contre une hégémonie du yuan chinois.

D'autres voies ont en revanche été explorées et peut-être le sommet de New Delhi verra-t-il le début de leur concrétisation. Il existe déjà des échanges bilatéraux fondés sur la compensation : l'Inde paie en roupies son pétrole russe et règle de même une partie de ses achats auprès des Émirats arabes unis (ÉAU) qui, de leur côté, lui paient en dirham leurs importations. Près de 90 % du commerce énergétique entre la Russie, la Chine et l'Iran échapperaient déjà au dollar et seraient réglés en yuan, rial ou rouble. Mais il serait question d'introduire une forme de multilatéralisme en s'appuyant sur le Projet Nexus de la Banque des règlements internationaux (BRI) permettant le règlement par des devises numériques émises par les banques centrales. Enfin, toujours en partant de l'existant, le dessein est

d'interconnecter les systèmes de paiement instantanés sous l'appellation BRICS Pay : SPFS (Russie), CIPS (Chine), UPI (Inde) et Pix (Brésil). Mais si la mise au point de passerelles techniques n'est pas insurmontable, une vive réaction des États-Unis est à prévoir.

LES À-CÔTÉS DU SOMMET, AUSSI IMPORTANTS QUE LE PROGRAMME ANNONCÉ

Au-delà de l'ordre du jour officiel, il conviendra de surveiller un certain nombre de sujets :

- Alors que montent les signes d'une reprise des affrontements militaires dans le Golfe, comment la réunion de New Delhi où seront physiquement présents les dirigeants de pays en conflit (ÉAU et Iran), de leurs parrains plus ou moins avoués (Russie et Chine) et de pays durement affectés par les ruptures d'approvisionnements, se déroulera-t-elle en l'absence d'Israël et des États-Unis ? Quelles mesures peut-on espérer pour faire baisser la tension à l'issue de ce sommet ?
- Ce sera la première visite en Inde depuis 2019 de Xi Jinping, à la tête d'une importante délégation (400 personnes, dit-on), et surtout la première depuis les incidents meurtriers opposant les soldats chinois et indiens à Galwan sur les hauteurs de l'Himalaya. Certes, depuis le sommet de Kazan en Russie en octobre 2024, Narendra Modi et Xi Jinping ont eu plusieurs occasions de se revoir, tout dernièrement encore à Bichkek au Kirghizstan fin août - début septembre. Les relations entre les deux géants asiatiques se sont sérieusement réchauffées, en grande partie en réaction à la politique commerciale hostile menée par Donald Trump depuis son retour au pouvoir. Ces derniers jours, le conseiller national pour la sécurité de Narendra Modi, Ajit Doval, s'est rendu à Pékin dans le but évident d'aplanir autant que possible les tensions entre les deux pays avant le sommet des BRICS, même s'il est illusoire de croire que les différends frontaliers vont soudainement disparaître. Par ailleurs, d'autres rencontres ont eu lieu au niveau des états-majors.
- Moins d'un an après la visite en Inde de Vladimir Poutine, la présence au sommet de ce dernier confirme l'étroitesse des liens entre New Delhi et Moscou, l'Inde ayant acheté à la Russie plus de la moitié de son pétrole en juillet – dans l'attente de l'adoption par le Congrès américain d'une nouvelle loi imposant des sanctions aux pays qui s'approvisionnent en hydrocarbures auprès de Moscou. Sur le plan politique, le Premier ministre indien, qui s'était abstenu de condamner l'invasion russe en Ukraine,

est allé un peu plus loin que sa fameuse déclaration au sommet de Samarcande en 2022 (« ce n'est pas une époque pour la guerre ») en déclarant cette année à Bichkek, en marge du sommet de l'OSC, lors d'une rencontre bilatérale avec Poutine : « Nous devons passer de la guerre sans fin à la fin de la guerre ». Mais au vu des bombardements qui se sont poursuivis en Ukraine les jours suivants, cette admonestation ne semble pas avoir eu plus d'effet que la précédente.

- Lors du récent sommet de Bichkek, la première rencontre de Narendra Modi avec le président iranien Massoud Pezeshkian depuis le début du conflit a permis à l'Inde de se réconcilier avec l'Iran. L'Inde avait en effet attendu douze jours pour présenter ses condoléances après la mort de l'ayatollah Khamenei au premier jour du conflit alors que le Premier ministre indien avait téléphoné à Benyamin Netanyahu et Mohammed Ben Zayed, président des ÉAU, dès les représailles iraniennes à l'attaque américano-israélienne. Or, l'Inde a besoin de rétablir de bonnes relations avec l'Iran pour au moins trois raisons : les approvisionnements en hydrocarbures, le projet de développement du port de Chabahar, en mer d'Arabie - en suspens en raison des sanctions américaines mais essentiel aux projets de connectivité avec l'Asie centrale -, et enfin pour contrebalancer l'influence internationale croissante du Pakistan qui a réussi à s'imposer comme médiateur entre l'Iran et les États-Unis.
- Tarifs douaniers toujours en vigueur, menaces de sanctions pour ceux qui commercent avec l'Iran ou la Russie ou ceux qui cherchent à contourner le dollar-roi, « l'Amérique de Donald Trump », bien qu'absente physiquement de la réunion, y est de fait omniprésente, et l'Inde, qui espérait beaucoup du retour à la Maison-Blanche de Donald Trump, n'a pas cessé d'aller depuis janvier 2025 de désillusion en désillusion. Restait l'espoir d'un partenariat préservé au sein du *Quadrilateral Security Dialogue* (Quad)², relancé en 2017 lors du premier mandat de Trump. L'Inde exerce d'ailleurs cette année aussi la présidence du Quad et un sommet doit théoriquement se tenir d'ici la fin de l'année. Mais il paraît désormais presque certain que ce ne sera pas en Inde, le président américain se souciant bien davantage de la visite que doit effectuer son homologue chinois à Washington le 24 septembre que de se déplacer en Inde. Si sommet il y a, ce sera vraisemblablement à Miami en marge de celui du G20 en décembre et il devrait être assez bref. Or, le Quad est, comme les deux autres, un élément essentiel du triptyque OCS-BRICS-Quad permettant à l'Inde de justifier son « autonomie stratégique » et son « multi-alignement ».

² Le dialogue quadrilatéral rassemblant le Japon, l'Australie, l'Inde et les États-Unis.

LES DILEMMES INDIENS

Depuis le sommet (réussi) du G20 en 2023, l'Inde de Narendra Modi se voit en porte-parole du « Sud global ». Mais l'étude publiée cet été par le *Pew Research Center*³ est pour New Delhi source de déconvenue. Certes, l'image de l'Inde y est plutôt bonne, mais à l'exception du Sri Lanka, elle y est moins bonne que celle de la Chine. Il devient donc plus délicat pour les dirigeants indiens de se présenter comme les meilleurs représentants du « Sud global ».

À Bichkek, afin de ne pas se singulariser, l'Inde a signé un communiqué s'écartant des fondamentaux actuels de la politique étrangère indienne en condamnant les attaques israéliennes et américaines contre l'Iran et en soutenant le droit de ce dernier à développer un programme nucléaire civil. New Delhi entend bien profiter de son rôle d'hôte du sommet des BRICS, dont la configuration est différente de celle de l'OCS, pour nuancer le langage tout en soutenant fermement la liberté de navigation sans entrave (et sans mentionner les pays qui pourraient l'entraver, qu'il s'agisse de l'Iran ou des États-Unis).

L'absence de consensus autour d'un communiqué commun ne serait pas, en tant que tel, un échec pour l'Inde, mais il contrarierait les ambitions diplomatiques de New Delhi et montrerait les limites de sa politique de multi-alignement. Un texte commun, en revanche, même en tenant compte des inévitables ambiguïtés que requiert l'exercice, mettrait fin à une séquence décevante pour la diplomatie indienne qui, depuis un peu plus d'un an, a vu son voisin et rival pakistanais reprendre des couleurs sur la scène internationale et moyen-orientale.

³ *Spring 2026 Global Attitudes Survey*, menée du 8 février au 13 mai 2026 auprès d'environ 42 000 à 45 000 personnes dans 36 (pour l'Inde) à 37 pays (pour la Chine).

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'événements.